

ENVIRONNEMENT LE PARTI VERT REVIENT SUR LE SOMMET DE COPENHAGUE

« Echech pour Madagascar »

La représentante du parti Vert malgache, Sarah Georget-Rabeharisoa, revient sur le sommet de Copenhague qui a été, selon elle, « un échec ». Elle avoue également être favorable à la tenue d'élections législatives contrairement aux mouvances politiques qui s'opposent à Andry Rajoelina. Entretien.

– Que vous inspire le sommet de Copenhague qui vient de se terminer ?

– Copenhague est un échec pour Madagascar. Nous avons raté une grande opportunité car nous n'avons pas su défendre l'idée d'une responsabilité partagée entre les pays consommateurs et les pays producteurs, par exemple en matière de trafic de bois de rose. Madagascar n'a pas eu de stratégie ni de capacité de négociation pour défendre nos politiques environnementales alors que notre programme environnemental et notre charte de l'environnement prennent fin cette année. Les représentants du Gouvernement ainsi que les autres acteurs environnementaux ont adopté une logique de projet alors que la question environnementale ne doit pas être limitée à une simple vision sectorielle.

– A l'échelle mondiale, croyez-vous que Madagascar peut devenir un sanctuaire de la biodiversité ?

– Il est difficile aujourd'hui de dire que Madagascar peut devenir un sanctuaire de la biodiversité parce que la destruction de l'environnement est actuellement alarmante. Madagascar est en train de vivre les conséquences des demi-mesures et du manque de volonté politique, de transparence et de ligne directrice en matière foncière et d'exploitation de ses ressources. D'après les scientifiques malgaches, il nous reste 10% de couverture forestière, les 2/3 de la surface du pays seraient concernés par la dégradation des terres, l'exploitation illicite de pierres précieuses se multiplie, la désertification s'étend également à la partie ouest à cause des feux de brousse, une projection en 2050



Sarah Georget-Rabeharisoa est la présidente du parti Vert malgache.

prévoit une hausse de 1,6 à 2,6°C de la température, surtout dans le sud du pays. S'y ajoutent les problèmes fonciers, l'insuffisance d'extension des terres arables, la pollution maritime... Pour le parti Vert Hasin'i Madagasikara, il est vital aujourd'hui de mettre en place tous les moyens nécessaires pour une exploitation équitable des ressources.

– La richesse du sous-sol malgache n'est-elle pas un obstacle à une politique environnementale à Madagascar ?

– Tout dépend des mesures politiques appliquées et le parti Vert, conscient de son appartenance à la communauté humaine, conscient des erreurs qui pourraient anéantir notre civilisation, estime que Madagascar doit avoir une ligne politique claire, juste et équitable, qui protège et aide sa population face à l'égoïsme et l'exploitation de nos ressources. Il faut déterminer les ressources qu'on ex-

ploite pour en faire bénéficier surtout la population tout en respectant l'environnement. La richesse du sous-sol malgache ne devrait donc pas être un obstacle si les dirigeants ont la volonté d'appliquer une politique d'exploitation respectueuse du Malgache et de l'environnement.

« Tenir des élections au mois de mars est trop précipité »

– Que pensez-vous de l'annonce faite par le président de la Transition d'organiser des élections législatives en mars 2010 ? Allez-vous présenter des candidats dans tout le pays ?

– Le parti Vert est pour la tenue des élections législatives en 2010 et pour sa tenue avant

les élections présidentielles pour éviter d'avoir une chambre basse mono représentative. Cependant, nous pensons que tenir ces élections au mois de mars est trop précipité. Qu'en est-il de la mise à jour des recensements ? Par ailleurs, plusieurs questions restent sans réponse quant à l'instauration de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Nous proposons que la CENI possède son autonomie budgétaire et qu'elle soit le premier responsable dans l'élaboration de la machine électorale. L'idée d'instaurer la carte d'identité nationale biométrique est complètement inadmissible compte-tenu des circonstances politiques que traverse le pays et de par son principe même qui viole le domaine personnel de chaque citoyen. Bien entendu, le parti Vert va participer activement à toutes les élections.

– Où en est le parti Vert aujourd'hui ? Vous sentez-vous soutenu par la population ?

– Au mois de janvier 2010, nous allons tenir les primaires au niveau des districts en vue de la tenue de l'assemblée nationale. Le parti Vert ne fait partie d'aucune des mouvances actuelles car nous estimons qu'elles sont de simples « colonies » asservies à leurs propriétaires. Le parti mène une véritable dialectique politique libérale et démocratique. Nous n'avons pas eu besoin de fournir de grands efforts car « la conscience verte » se trouve entièrement dans la tradition, la culture, la racine même du Malgache qui a toujours eu d'énorme respect pour la Nature et son environnement.

Propos recueillis par Frédéric BANC

COMORES ÉLECTIONS SANS SURPRISE

La majorité pour la mouvance présidentielle

A l'issue du second tour des élections législatives, la mouvance présidentielle obtient la majorité à l'Assemblée nationale. Sans surprise.

Le second tour des élections législatives s'est tenu dimanche dans les trois îles de l'Union des Comores. Les résultats officiels n'ont pas encore été publiés par la Cour constitutionnelle. Selon les premières estimations, la mouvance présidentielle obtient la majorité à l'Assemblée nationale. Elle est assurée de remporter au moins 16 sièges sur les 24 députés élus au suffrage universel.

L'Assemblée de l'Union compte au total 33 députés, les neuf autres députés étant élus par les Conseils des îles, anciennement les parlements insulaires, à raison de trois députés par île.

L'opposition remporte trois sièges dans l'île de Mohéli, sur quatre, et un siège à Anjouan. Le candidat Djaanfari, député sortant de la région de Sima et rival de Sambi aux présidentielles de 2006, est élu. Sur Ngazidja (Grande Comore), l'opposition gagne un siège avec le candidat Mzimba.

Sambi pour quatre ou cinq ans ?

Avec la victoire de la mouvance présidentielle, Ahmed Abdallah Sambi aura donc dorénavant les mains libres pour mener sa politique. Il envisage de poursuivre son mandat présidentiel jusqu'en 2011 alors que celui-ci devait s'achever en 2010. Il appartiendra à la nouvelle assemblée de se prononcer sur cette question.

La Constitution de l'Union des Comores, adoptée lors d'un référendum boudé par l'opposition en mai dernier, a modifié la durée du mandat

présidentiel, passant de quatre à cinq ans, et ainsi entériné l'abandon de la présidence tournante jusque-là en vigueur.

Mais l'opposition a une lecture différente de cette Constitution, se basant sur les accords de Fomboni, signés en 2001, qui définissent le mandat présidentiel à quatre ans. C'est un représentant de l'île de Mohéli qui devait succéder à Sambi, originaire d'Anjouan, en 2010.

Pour Saïd Larifou, qui parle volontiers de « coup d'Etat institutionnel », ces élections n'étaient qu'« une mascarade ». « L'opposition va désormais se battre pour que la présidence revienne à un représentant de l'île de Mohéli ». La bataille politique ne fait que commencer.

F.B.



Saïd Larifou, opposant à Sambi.

POLITIQUE FIN DU CONSENSUS

Un colonel Premier ministre

Andry Rajoelina a nommé, dimanche, un nouveau Premier ministre pour la seconde fois en 48 heures après avoir limogé Eugène Mangalaza. Le consensus issu des accords de Maputo est mort-né.

En annonçant la nomination du colonel Albert Camille Vital comme Premier ministre avec effet immédiat, le décret indique que « les vice-Premiers ministres, les ministres et les secrétaires d'Etat déjà nommés, en attendant la nomination du gouvernement, restent en place ».

Vendredi soir, M. Rajoelina avait publié un décret par lequel il nommait Cécile Manorohanta, alors vice-Premier ministre chargée des Affaires intérieures, comme Premier ministre et chef du nouveau gouvernement de transition. Un autre décret publié le même jour annulait la nomination d'Eugène Mangalaza comme chef du gouvernement, alors que les quatre parties malgaches en discussions sous la houlette internationale s'étaient mis d'accord sur son nom en octobre dernier dans le cadre d'un accord de partage du pouvoir.

Le décret publié dimanche

n'indique pas le motif du remplacement de Mme Manorohanta par le colonel Vital.

Aussitôt après sa nomination, le colonel Vital a présidé son premier Conseil des ministres. S'adressant à la population, le nouveau Premier ministre a déclaré : « Nous sommes dans une situation très délicate, voire même effrayante. Mais face à cette situation, j'ai accepté ce titre pour y apporter du mien, et j'appelle la population à être indulgente ».

Né en 1952, le colonel Vital est marié et père de cinq enfants. Sa formation de militaire et d'ingénieur l'a mené au rang de colonel. Durant les onze dernières années, il avait sa propre compagnie de sécurité et il est actuellement président de la Chambre de commerce et d'industrie de Madagascar.

Cette nomination a été dénoncée par les opposants à Andry Rajoelina qui prévoient de relancer les manifestations.

AGRICULTURE PRODUIRE AUTREMENT

Les difficultés de l'autosuffisance

De retour de la Grande île où ils ont travaillé avec des paysans malgaches sur l'autosuffisance agricole, deux Réunionnais expliquent qu'il est difficile de lutter contre l'industrie agro-alimentaire.



Une poignée de paysans malgaches prônent l'autosuffisance.

Claire et Frédéric, deux habitants du cirque de Salazie, reviennent de Madagascar où ils ont travaillé avec l'association Tefy Saina, laquelle milite pour l'autosuffisance dans la Grande île.

Avec le peu de moyens dont ils disposaient, ils ont tout de même pu financer des formations auprès d'agriculteurs malgaches qui prônent une agriculture biologique, loin des quotas ou rendements imposés par l'agro-in-

dustrie. « Nous voulons que des Malgaches forment d'autres Malgaches et ne subissent pas les méthodes occidentales qui leur sont imposées », explique Frédéric qui prévoit d'organiser des stages à l'attention de Réunionnais désireux de travailler la terre autrement, ou même de faire de l'éco tourisme. Une autre manière de voir la Grande île.

F.B.

Pour plus de renseignements, www.srimadagascar.org

laurel ESCADA SONIA RYKIEL

HOMME **Set** **FEMME**

Homme :
St-Denis 161 rue J. Chatelet
Tél. 0262 94.13.21

Femme :
St-Denis 167 rue J. Chatelet
Tél. 0262 21.78.19

Homme et Femme :
St-Pierre 32 rue Victor le Vigoureux
Tél. 0262 95.26.81